

Turquie. Pourquoi les élections du 14 mai 2023 sont-elles cruciales ?

dimanche 7 mai 2023, par [Selim YENEL](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Selim YENEL](#), **Turquie. Pourquoi les élections du 14 mai 2023 sont-elles cruciales ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 7 mai 2023.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Le 14 mai 2023, il s'agit de savoir si la Turquie poursuit la tendance autoritaire dont nous avons été témoins ces dernières années ou si la Turquie revient à l'État de droit. Voici une présentation du contexte et des enjeux d'une élection décisive dans un pays à la fois membre de l'OTAN et candidat à l'UE. La Turquie est aussi un acteur ambitieux dans son environnement régional.

Quelle est la situation générale ?

LES élections présidentielles et législatives du [14 mai 2023 en Turquie](#) seront, sans aucun doute, déterminantes. Il s'agit de savoir si nous poursuivrons la tendance autoritaire dont nous avons été témoins ces dernières années ou si nous reviendrons à l'État de droit.

[La Turquie](#) traverse une période difficile sur le plan politique depuis une dizaine d'années, mais aussi, plus récemment, sur le plan économique. Les réformes entamées au cours des premières années du gouvernement AKP ont été érodées, voire inversées, en particulier après la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016. Nous avons assisté à un éloignement constant de l'Occident. Les élections seront donc un test décisif pour l'avenir du pays.

Avant les terribles tremblements de terre qui ont dévasté le pays en février 2023, les élections semblaient trop serrées. Il n'est pas certain que la catastrophe affecte les intentions de vote des citoyens. Toutefois, l'image de l'AKP au pouvoir a été ternie. Pour la première fois en 20 ans, un changement d'administration est envisageable.

Pour les élections législatives, 36 partis politiques se présenteront les uns contre les autres, et plusieurs d'entre eux ont conclu des alliances en vue de la course à la présidence. Selon la Constitution, les partis politiques représentés au Parlement peuvent présenter des candidats ou, si un individu souhaite se présenter aux élections, il doit obtenir 100 000 signatures. Il y aura 4 candidats à la présidence.



Selim Yenel, président du Forum des relations mondiales (Global Relation Forum)

Crédit : Global Relations Forum (GRF)

L'opposition, "Alliance de la nation" est composée de 6 partis [1]. Il s'agit d'un mélange de partis libéraux, de centre-droit et conservateurs. Ils ont choisi comme candidat le principal leader de l'opposition, **Kemal Kılıçdaroğlu**, du CHP. Il est possible que quelques autres partis, notamment de gauche, le soutiennent. Le principal parti kurde [2] ne présentera pas de candidat et pourrait également le soutenir. Il convient de noter que si l'opposition l'emporte, les maires d'Istanbul et d'Ankara, *Ekrem İmamoğlu* et *Mansur Yavaş* respectivement, seront vice-présidents. En outre, les cinq autres présidents de parti seront également vice-présidents.

L'"Alliance populaire", centrée sur le gouvernement, présente un mélange intéressant. Outre le parti nationaliste [3] qui soutient l'AKP, des partis [4] extrêmement conservateurs ont rejoint cette alliance qui soutient bien sûr le président **Recep Tayyip Erdoğan**. L'un [5] d'entre eux est également orienté vers les Kurdes.

Il y a aussi **Muharrem İnce**, qui était candidat du CHP en 2018 et n'avait obtenu que 30 % des voix à l'époque, et qui se présente à nouveau cette fois-ci sous l'étiquette de son parti de la patrie. Un autre groupe de petits partis a également formé l'"Alliance d'Ata" (qui signifie "ancêtre" et qui est un mot utilisé pour désigner Atatürk) et a annoncé son propre candidat, **Sinan Oğan**. Ces deux candidats ont réussi à réunir les 100 000 signatures nécessaires pour figurer sur le bulletin de vote. Bien que la véritable compétition soit probablement entre l'Alliance de la Nation et l'Alliance de la République, ces deux-là pourraient siphonner suffisamment de voix des deux côtés et provoquer un second tour.

L'élection présidentielle exige qu'un candidat obtienne 50% des voix pour éviter un second tour. Si aucun candidat n'atteint ce seuil, les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrage participeront à un second tour qui aura lieu le 28 mai.

Le vote des 550 membres de la Grande Assemblée nationale est moins important que par le passé, car c'est le président qui prend les décisions les plus importantes. Néanmoins, si le président et la majorité du Parlement sont issus de partis ou d'alliances différents, il sera plus difficile de gouverner.

Malgré les nombreuses restrictions à la liberté d'expression et les pressions exercées sur les médias, l'opposition parvient à faire passer ses messages en utilisant principalement les médias sociaux. Les élections municipales de 2019 ont montré qu'en dépit des pressions exercées par le gouvernement, celui-ci n'exerce pas un contrôle total et qu'il existe une véritable concurrence.

Quel est le rôle de la politique étrangère dans les élections ?

Le rôle des affaires étrangères dans la politique turque a toujours été minime. Le conflit ukrainien n'est pas un enjeu majeur des élections turques. Toutefois, le fait de s'opposer aux puissants pays occidentaux est généralement bien perçu [en Turquie](#). La situation dans le nord de la Syrie n'est pertinente qu'en ce qui concerne les réfugiés disséminés en Turquie, ce qui a récemment suscité un certain malaise au sein de la population turque. Les tensions avec les voisins ont récemment diminué et, à moins d'un événement inattendu, cette situation devrait

perdurer.

Les demandes de la Turquie pour que la Finlande et la Suède coopèrent selon les termes turcs dans la lutte contre le PKK et ses affiliés ne sont pas une raison inventée pour empêcher ces deux pays d'adhérer à l'OTAN. La Finlande a reçu le feu vert, mais il semble peu probable que le Parlement turc ratifie l'adhésion de la Suède avant les élections. Cependant, cela ne joue aucun rôle dans le choix des électeurs.

Si l'opposition gagne

L'Alliance nationale prétend revenir à un système parlementaire renforcé dans deux ans si elle gagne. En effet, si l'Alliance nationale l'emporte, il y aura des changements partout, tant sur le plan interne qu'en matière de politique étrangère.

L'une des évolutions les plus attendues sera le retour à l'État de droit, aux droits fondamentaux, à la liberté d'expression, à l'indépendance du pouvoir judiciaire et à la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme. En bref, la fin du recul de la démocratie.

Les changements en matière de politique étrangère mettraient fin à la prise de décision personnelle et idéologique pour revenir à l'institutionnalisation. Il y aura donc des modifications. Nous devrions nous attendre à ce que la rhétorique dure à l'encontre de nombreux pays soit atténuée. Les relations avec la Russie pourraient ne plus être aussi chaleureuses qu'auparavant. Le discours hostile à l'Occident cessera, même si les ajustements ne se traduiront peut-être pas par un virage fondamental dans cette direction. En ce qui concerne la situation en Ukraine, étant donné que le lien russe spécial qui existe entre le président Erdoğan et le président Poutine prendra fin, la Turquie essaiera probablement de poursuivre son délicat exercice d'équilibre et pourrait entamer un processus d'alignement de plus en plus marqué sur l'Occident. La Turquie peut continuer à se soustraire aux sanctions de l'Union européenne contre la Russie, mais cette fois-ci, Ankara peut prendre des mesures pour éviter que les sanctions ne soient contournées. L'administration actuelle a déjà commencé à mettre en œuvre cette stratégie.

Les relations avec la Russie devront également être soigneusement calibrées, car la Turquie est dépendante de l'énergie russe.

Les relations avec l'UE devraient s'améliorer, notamment grâce à l'évolution des normes démocratiques. Il y aura cependant une limite à ce que le nouveau gouvernement pourra faire. La question chypriote étant une affaire nationale, il ne faut pas s'attendre à des changements majeurs dans ce domaine. Cela signifie que la reprise des négociations d'adhésion avec l'UE ne se matérialisera pas. Tout au plus peut-on espérer une amélioration des relations commerciales sous la forme d'une modernisation de l'Union douanière et d'une éventuelle libéralisation des visas. Si l'UE continue de faire preuve de retenue dans ces domaines qui sont importants pour la Turquie, la relation transactionnelle qui englobe les priorités de l'UE telles que la migration, le climat, la santé et la sécurité pourrait en souffrir. L'UE a mentionné de revoir la déclaration du 18 mars 2016 sur les migrations. La Turquie avait accepté cette déclaration à condition qu'elle entraîne une reprise des relations.

Les relations avec les États-Unis devraient également s'améliorer, car l'un des principaux points de friction, le système de défense S-400 acheté à la Russie, sera soit désaffecté, soit envoyé ailleurs. Toutefois, la situation dans le nord de la Syrie, où la Turquie a une présence militaire contre les ramifications du PKK que les États-Unis soutiennent, pourrait continuer à poser des problèmes. L'opposition a toujours souligné qu'elle était prête à négocier avec le président syrien Assad. La question de savoir si Assad l'acceptera est une autre question, car il exige le retrait des troupes turques de Syrie.

Les relations avec la Grèce s'améliorent déjà en raison des catastrophes qui ont frappé les deux pays, rappelant l'année 1999 où les deux parties avaient également souffert de tremblements de terre. La Grèce organisera également des élections à peu près au même moment (21 mai 2023). Des questions litigieuses subsisteront et aucune solution rapide ne peut être attendue. Néanmoins, une meilleure atmosphère est attendue.

Dans l'ensemble, les affaires étrangères devraient être davantage alignées sur l'intérêt national que sur l'idéologie, à mesure que des institutions telles que le ministère des affaires étrangères se rétablissent.

On s'attend à une phase de lune de miel à la suite de ces changements, qui devrait se traduire par un afflux d'investissements étrangers.

Si le président Erdoğan reste au pouvoir

Si le [président Erdoğan](#) gagne, sa position dépendra de la majorité que son parti obtiendra au Parlement. Bien qu'il ait perdu une grande partie de son autorité, le Parlement a toujours la capacité de bloquer la législation et de créer des problèmes. Cependant, le président exerce une influence considérable et, si l'administration actuelle reste en place, la démocratie risque de régresser. La situation économique du pays aura une incidence sur la politique étrangère. Le gouvernement continuera à dépendre de la Russie et de plusieurs pays du Moyen-Orient, car l'AKP se heurtera à l'Occident.

Après la résolution de l'impasse de janvier 2021 entre le Qatar, un important soutien économique de la Turquie, d'une part, et l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, d'autre part, le président Erdoğan s'est réconcilié avec les pays arabes dans l'espoir que l'amélioration des relations apportera à la Turquie les investissements dont elle a tant besoin. Les tremblements de terre ont créé un environnement propice à l'accélération du rapprochement avec les pays arabes. Bien que les relations avec l'Égypte se soient améliorées au niveau du ministre des affaires étrangères, l'hostilité mutuelle d'Erdoğan à l'égard d'Abdel Fattah el-Sisi et de Bachar al-Assad pourrait entraver les progrès avec l'Égypte et la Syrie.

L'économie

L'économie est le talon d'Achille du gouvernement. Nous comprenons chaque jour un peu plus l'ampleur du désastre que nous vivons. Le montant nécessaire à la réhabilitation et à la reconstruction de la zone dévastée par le tremblement de terre se chiffre en milliards de dollars.

L'économie était déjà sous pression avec une forte inflation par suite des mesures peu

orthodoxes prises depuis plus d'un an. La dette actuelle de la Turquie s'élève à environ 450 milliards de dollars. L'inflation se situe officiellement entre 50 et 60%, bien qu'officieusement elle soit deux fois plus élevée. Le taux de chômage se situe officiellement autour de 11%, alors qu'il est en réalité de l'ordre de 23%.

Le seul moyen de redresser la situation est un mélange de politiques : tout d'abord, établir l'État de droit et gagner la confiance ; augmenter les taux d'intérêt, qui sont actuellement de 8,5%, mais pas trop vite pour éviter de créer un choc ; augmenter les impôts. Certains économistes estiment que le vainqueur devra demander l'aide du FMI, mais d'autres considèrent que cela n'est pas nécessaire.

L'une des raisons pour lesquelles le président Erdoğan s'est efforcé de rétablir les liens avec les pays qu'il s'était aliénés est le mauvais état de l'économie. Ankara a rétabli ses relations avec d'anciens adversaires tels que les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

Malgré sa générosité dans le sauvetage et l'aide aux victimes du tremblement de terre, l'Occident semble peu enclin à venir en aide à la Turquie sur le plan économique avant les élections. La conférence des donateurs qui s'est tenue le 20 mars 2023 était destinée à la réhabilitation et à la reconstruction après les tremblements de terre en Turquie et en Syrie sous la forme de subventions et de prêts à taux réduit, mais ces fonds seront sans doute disponibles après les élections puisqu'ils seront alloués à des projets. Avant de décider d'investir, la plupart des entreprises européennes attendent de voir ce qui se passera lors des élections. L'inflation élevée, la politique *ad hoc* et le système judiciaire peu fiable de la Turquie ont tous freiné les investissements étrangers.

Les relations de la Turquie avec la Russie, en revanche, profitent à l'économie turque. La Turquie affirme qu'elle n'est obligée de se conformer qu'aux sanctions imposées par les Nations unies, ce qui permet de poursuivre les échanges commerciaux avec la Russie. Des millions de touristes russes soutiennent l'économie des services en Méditerranée. Les milliers d'entrepreneurs et de professionnels russes qui ont fui en Turquie pour éviter la mobilisation se traduiront presque certainement par un gain économique net. Si l'opposition gagne, comme indiqué ci-dessus, un afflux d'investissements étrangers est attendu. L'élément le plus important sera de renforcer la confiance dans le système judiciaire.

Et après ? De nouvelles élections prévues en mars 2024

La campagne électorale se poursuivra néanmoins, car des élections municipales auront lieu en mars 2024. En fonction des vainqueurs et des vaincus de 2023, le prochain champ de bataille sera la conquête des grandes villes, à commencer par Istanbul et Ankara.

Manuscrit clos le 31 mars 2023

Copyright Avril 2023- Yenel/Diploweb.com

Mise en ligne initiale sur le Diploweb : 16 avril 2023

P.-S.

Selim Yenel, né en 1956 à Istanbul, est président du Forum des relations mondiales (Global

Relation Forum) depuis janvier 2020. Il est entré au ministère turc des affaires étrangères en 1979. Il a été sous-secrétaire au ministère des affaires européennes (2017-18), ambassadeur et délégué permanent de la Turquie auprès de l'Union européenne (2011-17), sous-secrétaire adjoint aux affaires politiques bilatérales et de la diplomatie publique (2009-11), et ambassadeur à Vienne (2005-09). Il a également travaillé sur les affaires de l'UE à Ankara jusqu'à l'ouverture des négociations d'adhésion (1999-2005) et a été membre de la délégation turque auprès de l'Union européenne à Bruxelles (1994-99), de l'ONU à New York (1988-92), à l'ambassade de Turquie à Kaboul (1984-86) et à l'OCDE (1981-84). Il a publié "The European Union's Turkey Challenge" en turc.

Notes

[1] Le Parti républicain du peuple (CHP), le Bon Parti (İyi), le Parti du futur (Gelecek), le Parti pour le développement et le progrès (Deva), le Parti de la félicité (Saadet) et le Parti libéral.

[2] Parti démocratique des peuples (HDP)

[3] Le parti d'action nationaliste (MHP)

[4] Parti de la grande unite (BBP) et Nouveau parti de la prospérité (Yeniden Refah)

[5] Le parti de la cause libre (HüdaPar)